

Sous-section 2.—Relations tarifaires avec les autres pays*

Les relations tarifaires du Canada avec les autres pays sont régies par : (1) l'application au Canada de certains des anciens traités commerciaux de la Grande-Bretagne; (2) l'adhésion du Canada, par actes du Parlement, aux traités commerciaux de la Grande-Bretagne; (3) les conventions ou ententes commerciales canadiennes; (4) l'échange de notes relatives à des concessions tarifaires réciproques; (5) les taux préférentiels britanniques accordés en vertu de la loi des tarifs; (6) le pouvoir d'accorder, par ordre en conseil, en échange de concessions, les tarifs préférentiels britanniques ou des tarifs plus bas, les tarifs intermédiaires ou autres tarifs réduits; (7) le droit d'imposer une surtaxe aux marchandises venant d'un pays étranger dont le tarif pourrait nuire aux marchandises canadiennes.

PAYS DE L'EMPIRE

Préférences impériales.—La loi du tarif, sanctionnée le 13 juin 1898 et en vertu de laquelle le Canada substituait un simple tarif préférentiel britannique à son tarif réciproque de l'année précédente, concédait spécifiquement les nouveaux droits préférentiels au Royaume-Uni, aux Bermudes, aux Antilles britanniques et à la Guyane britannique. Une disposition en vertu de laquelle cet avantage pouvait être accordé à toute possession britannique dont le tarif était également favorable au Canada fut immédiatement ajoutée à la loi afin de l'étendre à l'Inde Britannique, au Ceylan, aux Straits Settlements et à la Nouvelle-Galles du Sud. Les préférences furent concédées en 1904 à la Nouvelle-Zélande, aux colonies qui constituent présentement l'Union Sud-Africaine et à la Rhodesia du Sud. Tous ces pays avaient à peu près en même temps étendu au Canada les nouvelles préférences qu'ils venaient d'adopter. A l'exception de la Nouvelle-Galles du Sud qui avait cessé d'être un territoire douanier séparé, ils furent tous mentionnés dans la loi tarifaire du 12 avril 1907 (encore en vigueur, mais modifiée) comme ayant droit aux taux préférentiels britanniques.

La marge de préférence britannique, portée en 1900 d'un quart à un tiers, fut maintenue à ce dernier niveau ou approximativement lors de la revision de 1907. Mais depuis, elle a varié et a été étendue. Le tarif de 1907 contient trois colonnes—tarif préférentiel britannique, tarif intermédiaire et tarif général. L'article 4 de la loi autorise le Gouverneur Général en Conseil à accorder le tarif préférentiel britannique, le tarif intermédiaire en entier ou en partie, ou le traitement de la nation la plus favorisée à toute partie de l'Empire Britannique ou territoire administré par un pays britannique. En vertu de l'article 4 la préférence britannique a été concédée à plusieurs nouveaux territoires. (Voir p. 528 de l'Annuaire de 1934-35.) Elle a été étendue de nouveau en 1937 (ordre en conseil du 29 septembre 1937) à Malte, aux îles Gilbert et Ellice, au protectorat britannique des îles Salomon, à Nauru, à la Papouasie et à l'île Norfolk. Le tarif intermédiaire est accordé à Hong-Kong depuis le 4 février 1933. Des ordres en conseil accordant le traitement de la nation la plus favorisée au Royaume-Uni et à l'Union Sud-Africaine ont été adoptés le 19 juillet 1935; à l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le 21 août 1935; aux Antilles britanniques, le 20 octobre 1936; à toutes les colonies et protectorats britanniques non autonomes, à la Palestine, au territoire de Tanganyika, aux territoires du Togoland et du Cameroun sous mandat britannique, le 29 septembre 1937. L'Irlande (Eire), de même, jouit du même traitement parce que son entente commerciale avec le Canada lui garantit des droits aussi bas que ceux qui s'appliquent au Royaume-Uni.

* Révisé par W. Gilchrist, chef de la Division des Tarifs Etrangers, Ministère du Commerce.